Perspectives internationales sur le travail des jeunes,
sous la dir. de Mircea Vultur M. et Daniel Mercure,
Presses de lôuniversité Laval, 2011, 297 p.

Avec la crise financière puis économique qui a débuté en 2008, les jeunes présents sur les marchés du travail de la plupart des pays industrialisés ont vu leur situation dôemploi et de chômage se dégrader. En 2011, le taux de chômage des 15-24 ans des pays de lôOCDE sôétablit ainsi à 16,2 %, tandis que celui de lôUnion européenne (à 27 pays) à 21,3 %[1]. Mais, au-delà de lôimpact direct et récent de la crise économique, par leur position dôentrants sur le marché du travail, les jeunes subissent déjà depuis la fin des Trente Glorieuses les transformations affectant les normes dôemploi, les pratiques managériales et les modes dôorganisation du travail des entreprises.

Sôinscrivant dans cette réflexion, lôouvrage de Vultur et Mercure met au centre de leur analyse deux types de questions : celle de lôinsertion professionnelle des jeunes sur le marché du travail, et celle de leur rapport au travail dans une société qualifiée de post-fordiste. Les auteurs adoptent un point de vue comparatif, proposant davantage des « regards croisés » entre plusieurs pays quôune véritable analyse comparative. Ce choix, qui peut paraître frustrant pour le lecteur, tient en réalité à la difficulté de comparer des pays qui diffèrent sensiblement du point de vue de leur système de formation initiale, du fonctionnement de leur marché du travail, ou encore des politiques publiques de lôemploi mises en î uvre à destination des jeunes. Cependant, la caractéristique commune à lôensemble de ces pays est que les jeunes connaissent une insertion professionnelle plus difficile que les autres catégories dôâge. Cela ne tient pas directement au fait quôils soient jeunes (une catégorie dont les contours sont dôailleurs variables : 15-24 ans ou 15-29 ans), mais dôabord à leur manque dôancienneté sur le marché du travail (effet de primo-entrée)[2]. Dôautre part, un autre trait commun aux différents pays étudiés est que la catégorie « jeune » est en réalité très hétérogène car dôimportantes inégalités existent au sein de ce groupe, le niveau de qualification jouant un rôle primordial dans le parcours dôinsertion professionnelle.

Pour faciliter le travail de synthèse, nous avons dégagé trois thématiques regroupant une partie des chapitres de lôouvrage et sôappuyant sur lôétude des pays dôEurope continentale (France, et Italie) et dôAmérique du Nord (Québec). Une dernière partie permettra dôaborder brièvement les chapitres non traités dans ces trois thématiques principales.

La ***première thématique*** décrit les caractéristiques de la situation des jeunes sur le marché du travail en matière dôemploi et de chômage, dans un pays ou une région particulière.

Le **chapitre 2** a pour objet le marché du travail des jeunes en Italie. Sôappuyant sur différents indicateurs (taux de chômage, dôactivité, etc.), N. De Luigi montre que les jeunes Italiens connaissent des difficultés pour sôinsérer professionnellement. Cependant, lôâge seul

[1] Statistiques de lôOCDE disponibles sur leur site internet : stats.oecd.org.
[2] Fondeur et Minni utilisent ainsi lôexpression dô« actifs récents » dans leur article sur lôemploi des jeunes, cf. Fondeur Y. et Minni C. (2006), « Lôaccès des jeunes à lôemploi », *Données sociales ï La société française*, édition 2006, INSEE.

ne suffit pas pour expliquer la difficulté d'accès à l'emploi : il subsiste des inégalités de genre ou des inégalités territoriales (Nord/Sud). Enfin, l'accès plus lent à un emploi stable semble renforcer le « caractère « familialiste » du modèle social italien », en laissant à la famille le soin de protéger les plus jeunes *via* une solidarité intergénérationnelle.

Dans le **chapitre 3**, Y. Fondeur et C. Minni constatent également que les jeunes Français connaissent des difficultés d'insertion plus grandes par rapport aux autres catégories d'âge. Comme pour le cas italien, les auteurs montrent que la situation des jeunes n'est en aucun cas homogène. Le principal facteur supplémentaire d'inégalités réside dans le niveau de diplôme ou de qualification. De plus, parce qu'ils sont surreprésentés parmi les candidats à l'embauche, les jeunes sont plus sensibles aux fluctuations de la conjoncture économique et subissent davantage les transformations des normes d'emploi.

Le **chapitre 4** permet de mettre en avant l'originalité de la situation des jeunes Québécois par rapport aux pays d'Europe continentale. Celle-ci est caractérisée par l'importance de la conciliation des études et du travail. Le chômage reste cependant plus élevé chez les jeunes, comparé au reste de la population. Mais là encore des différences existent au sein du groupe des jeunes selon d'autres critères : les « non-expérimentés » et les « non-étudiants[3] » sont les plus touchés, tandis que les jeunes femmes le sont moins.

La ***deuxième thématique*** revêt un aspect plus dynamique en traitant de la question de l'insertion professionnelle des jeunes, au regard des transformations socioéconomiques qui ont marqué le marché du travail ces trente, voire quarante dernières années.

Dans le **chapitre 6**, M. Vultur étudie le lien entre les pratiques des entreprises en matière de recrutement et les réactions des jeunes québécois face à celles-ci. L'auteur défend la thèse selon laquelle ce ne sont pas seulement le système scolaire et l'État (à travers les politiques d'emploi) qui structurent les processus d'insertion professionnelle des jeunes, mais aussi l'entreprise en modifiant ses pratiques de recrutement et de gestion de la main-d'œuvre. Face au besoin plus grand de flexibilité, les pratiques managériales des employeurs valoriseraient dorénavant davantage l'expérience professionnelle et les qualités individuelles dans le recrutement de leurs salariés, avant même le diplôme. À partir d'entretiens qu'il a menés, l'auteur met ainsi en avant cinq stratégies types d'insertion professionnelle que les jeunes vont mettre en place face à ces nouveaux critères de recrutement.

S'intéressant à la situation française, H. Eckert tente de cerner, dans le **chapitre 7**, les relations entre le développement des formes de flexibilisation du marché du travail et la précarité relative de l'insertion professionnelle des jeunes. S'appuyant sur l'enquête Génération 1998, l'auteur étudie les trajectoires d'insertion professionnelle d'une cohorte de jeunes sortis de formation initiale en 1998, en croisant le statut d'emploi et la durée de la relation d'emploi. Quatre types de « régimes d'insertion » sont ainsi repérés : le régime « traditionnel », le régime « paradoxal », le régime d'alternance emploi-chômage, le régime

[3] Cette distinction du chômage entre étudiants et non-étudiants peut être difficile à interpréter en comparaison avec le marché du travail français sur lequel être étudiant signifie le plus souvent être inactif, puisque le cumul études-emploi est peu développé. Par conséquent, il est difficile de parler en France de chômage étudiant.

de « participation marginale à lœemploi ». Ce sont les deux derniers régimes qui témoignent de lœimpact du développement des formes dœemploi temporaires, durant les trois dernières décennies, sur lœinsertion professionnelle des jeunes salariés débutants.

La ***troisième thématique*** sœarticule autour de deux questions : le rapport au travail des jeunes est-il différent de celui des adultes ? Si oui, est-ce lié à la diffusion des nouvelles normes de lœorganisation du travail post-fordiste et des pratiques managériales qui en découlent ?

Le **chapitre 1** rappelle la nature des transformations des normes du modèle productif (passage du mode de production fordiste au modèle post-fordiste). Les caractéristiques du nouveau modèle post-fordiste se fondent sur la nécessite de sœadapter rapidement à des changements devenus permanents et entraîne une gestion plus flexible de la production et de la main-dœœuvre dans les entreprises. Dans ce contexte, la question se pose régulièrement de savoir comment réagissent les jeunes générations de travailleurs face à ces nouvelles normes et exigences.

Dans le **chapitre 11**, C. Fleury étudie « lœorientation au travail des jeunes Québécois » à partir dœune enquête quantitative. Lœensemble de la population québécoise semble ainsi avoir adhéré au nouveau modèle de travail post-fordiste et les jeunes ne dérogent pas à ce constat. Ces derniers sont en revanche plus nombreux que les plus âgés (35 ans et plus) à remettre en cause la place du travail dans leur vie. Lœauteur conclut néanmoins que « lœorientation au travail des jeunes demeure grandement liée aux conditions objectives dœexercice de lœemploi », et peut ainsi se modifier tout au long de la carrière professionnelle de lœindividu.

Pour le cas français (**chapitre 10)**, D. Méda analyse les résultats dœune recherche européenne sur le rapport des jeunes au travail (SPREW). De manière générale, les Français se caractérisent par un certain paradoxe dans la mesure où ils considèrent le travail comme une sphère importante de leur vie, mais souhaitent en même temps quœil en occupe moins de place, en raison notamment de conditions de travail difficiles. Concernant les jeunes, lœauteur montre quœils constituent en réalité le reflet des valeurs au travail de lœensemble de la société, mais en accentuant certaines de leurs caractéristiques.

Enfin, de son côté, D. Linhart se pose la question de savoir si les jeunes sont plus favorables aux nouvelles exigences du modèle managérial « moderniste » lié au modèle productif post-fordiste, et sœy adaptent mieux (**chapitre 13**). Le constat général est une adhésion globale des jeunes entrants dans lœentreprise (aussi bien des cadres que des moins qualifiés) à lœidéologie et à la rationalité managériale. Cependant, la tendance à lœadhésion des jeunes à ce nouveau modèle semblerait plutôt problématique car « ils en éprouvent les contradictions » rapidement. Cela pourrait alors aboutir à un processus de désengagement de leur part.

Parmi les chapitres non abordés dans ces trois thématiques, celui écrit par I. Melliti sœintéresse au travail des jeunes en Tunisie à la fois à travers leur situation dœemploi et leurs représentations du travail (**chapitre 5**). Dans le **chapitre 8**, S. Moulin souhaite étudier lœeffet de la classe sociale dœorigine dans les représentations et les pratiques des étudiants québécois

et français. De son côté, J. Ruffier analyse, dans le **chapitre 9**, les conditions de la participation des jeunes au marché du travail chinois, en se focalisant sur les jeunes ruraux. Le **chapitre 12**, rédigé par S.M. de Souza Correa, montre que chez les jeunes Brésiliens le travail est dôabord vu sous un angle instrumental, spécifiquement pécuniaire. Dans le **chapitre 14**, J. Bernier aborde la question du rapport des jeunes Québécois avec les organisations syndicales. Enfin, la **postface** permet à G. Bajoit de revenir sur les changements qui ont affecté les demandes et offres du marché du travail, pour proposer ensuite une interprétation sur le nouveau sens du travail présent dans les sociétés occidentales.

Ainsi, les jeunes salariés, entendus comme les entrants sur le marché du travail, subissent avec plus dôintensité les difficultés que rencontrent les autres générations sur le marché du travail. Ce constat est de nouveau été étayé ici, en sôappuyant sur lôétude de différents pays ou régions du monde. Ces « perspectives internationales » qui sont au fondement de lôouvrage peuvent apparaître pourtant comme une de ses limites. Même si une véritable comparaison entre les différents pays semblait difficile, davantage de liens auraient pu être tissés entre les chapitres. Par exemple, les cas italien et français aurait pu être rapprochés, et la différence avec le cas québécois davantage mis en exergue (importance de la conciliation travail-études, existence dôun « chômage étudiant », etc.). De même, les articles sur le rapport au travail sont intéressants puisquôils montrent, entre autres, que les différences de réaction des jeunes aux changements des modes de management et des pratiques des entreprises sont dues aux différences de contextes socio-économiques et socio-politiques. Mais on peut regretter que ce travail de comparaison entre des situations nationales différentes soit laissé au lecteur. Un véritable dialogue entre les chapitres aurait pourtant enrichi lôouvrage.

Camille SIGNORETTO,
Centre dôEconomie de la Sorbonne,
Université Paris 1
camille.signoretto@univ-paris1.fr